

Antilles, le mépris ça suffit !

Depuis plus d'un mois, un mouvement populaire de grande envergure se déploie en Guadeloupe et en Martinique. Cette colère bénéficie d'un soutien massif de la population. Elle s'élève légitimement face au mépris du gouvernement, contre des inégalités particulièrement insupportables dans ces départements et pour un relèvement significatif des salaires.

Manifestons ensemble

Le Parti Communiste Français appelle à faire de la journée de mobilisation du samedi 21 février un succès. Il participera à la manifestation qui se déroulera à Paris de la Place de la République à la Nation.

Délégation du PCF

Une nouvelle délégation de la direction nationale du PCF conduite par Pierre Laurent s'est rendue en Martinique et en Guadeloupe ces derniers jours pour dialoguer avec les acteurs sociaux du comité **Lyannaj Kont Pwofitation** (LKP) et du **Collectif du 5 février** afin de leur apporter le soutien des communistes.

Derrière l'image carte postale de ces îles, la réalité sociale est bien différente : taux de chômage dépassant les 20%, revenus moyens d'un tiers inférieur à ceux de la métropole, inflation deux fois supérieure et des prix souvent doubles, notamment pour les produits alimentaires.

Lyannaj Kont Pwofitation

Pour une majorité de guadeloupéens et de martiniquais, la vie est dure alors même que 1 % de la population y contrôle 90% de l'industrie agro-alimentaire, la moitié des terres et 40% de la grande distribution. Une inégalité sociale poussée à un point d'incandescence et qui aiguise toute les colères dans des Antilles qui n'oublient pas leur passé colonial et l'esclavage.

Le mépris du pouvoir

Le Parti Communiste Français dénonce la politique du pire pratiquée par le gouvernement aux Antilles, une politique qui joue la carte du pourrissement et de la division contre celle de l'écoute et de la prise de responsabilité. Une attitude irresponsable qui aura déjà eu comme conséquence dramatique, la mort d'un syndicaliste guadeloupéen, tué par balle, à Pointe-à-Pitre

(Guadeloupe). Elle est en complet décalage avec l'esprit de responsabilité du mouvement populaire et l'exigence d'un nouvel avenir portée par toute la population des Antilles.

Au-delà des premières annonces présentées par le Président de la République, largement insuffisantes, ce qu'il faut maintenant c'est ouvrir de vraies négociations avec le LKP (Guadeloupe) et le Collectif du 5 février (Martinique), à partir notamment des propositions que ces derniers portent depuis le début du mouvement.

Augmenter les salaires, c'est juste et efficace

Aux Antilles comme en France, la solution à cette crise économique passe notamment par un relèvement significatif des salaires et rompre avec les dogmes libéraux.

Les demi-mesures du gouvernement sont une aumône qui n'est pas à la hauteur de la situation. Pire, elle poursuit une politique gouvernementale qui échoue.

C'est cette même exigence que le mouvement social a porté le 29 janvier et qu'il portera le 19 mars prochain.